

Communiqué de presse

27 ans après Srebrenica : des excuses de l'Etat néerlandais

Lors de la commémoration annuelle du génocide de Srebrenica, la ministre de la Défense, Kasja Ollengren, a présenté ses "plus profondes excuses" au nom du gouvernement aux proches et aux survivants du massacre de Srebrenica. Selon elle, la communauté internationale a échoué dans la protection de l'enclave de Srebrenica. Les Pays-Bas, en tant que membre de cette communauté internationale, sont politiquement coresponsables "de la situation dans laquelle cela a pu se produire", a déclaré Mme Ollengren. Le ministre a répété la position antérieure des Pays-Bas selon laquelle la communauté internationale et les Pays-Bas n'ont pas réussi à protéger 8000 hommes musulmans au milieu de l'Europe contre le génocide. En 2002, l'ancien Premier ministre Wim Kok a déclaré, à la suite du rapport du NIOD sur le rôle du Dutchbat à Srebrenica, que les Pays-Bas étaient coresponsables mais n'avaient rien à se reprocher dans cette affaire. Depuis lors, l'interprétation de cette "coresponsabilité" est restée inchangée. C'est-à-dire une coresponsabilité sans conséquences, comme le fait d'assumer la responsabilité de ses propres fautes et d'indemniser les proches qui ont perdu des membres de leur famille pendant le génocide.

Ce qui a changé au fil des ans, c'est la réduction de la responsabilité de l'État néerlandais dans le génocide et la position vis-à-vis du bataillon néerlandais Dutchbat de l'ONU, sous la protection duquel des hommes musulmans ont été livrés aux milices serbes. En 2014, le tribunal de La Haye a jugé que les Pays-Bas n'étaient pas responsables de la mort de plus de 8000 hommes musulmans, mais seulement coresponsables de la déportation de plus de 300 hommes. En d'autres termes, Dutchbat n'était pas responsable du sort de 7700 hommes musulmans qui ont été emmenés et exécutés. En 2017, le même tribunal a décidé que le verdict précédent, c'est-à-dire que l'État est simplement responsable de la mort de 300 hommes musulmans, demeure, mais que les dommages subis ne seront remboursés qu'à hauteur de 30 %. Cela signifie que l'État néerlandais n'est responsable que de 30 % des "seules" 300 victimes qui se trouvaient à l'intérieur de la base militaire néerlandaise. Les soldats du Dutchbat n'ont pas été inquiétés non plus. Deux ans plus tard, le Haut Conseil a décidé que l'État n'était pas responsable à hauteur de 30 %, mais de 10 % en ce qui concerne le remboursement des proches parents. La responsabilité et la faute de l'État néerlandais sont une fois de plus réduites. De la responsabilité de la mort de plus de 8000 hommes et du remboursement intégral des proches à la responsabilité de 300 hommes avec seulement 10% de compensation pour les proches. Qui sait si la responsabilité de l'État néerlandais sera encore réduite à l'avenir.

Le Premier ministre Mark Rutte a également présenté des excuses au nom du gouvernement aux vétérans du Dutchbat. Il a déclaré que l'État néerlandais était responsable des circonstances dans lesquelles les vétérans ont été déployés et ont reçu une compensation de 5000 euros comme un "manque de reconnaissance et d'appréciation". Alors que les proches des victimes du génocide, 27 ans après, n'ont reçu aucune compensation. La plupart des proches sont des personnes âgées, dont certaines sont déjà décédées.

Ce que les proches ont reçu après 27 ans, ce sont des excuses des Pays-Bas. Si l'on compare ces excuses à la manière dont l'État néerlandais a assumé ses responsabilités dans le génocide, on peut conclure que ces excuses ne sont rien d'autre qu'une imposture et une gifle pour les proches. Il s'agit d'un autre cas dans lequel les États occidentaux montrent leur vraie nature et, au lieu d'assumer leurs responsabilités, ils banalisent leur rôle d'un bain de sang. Les États capitalistes n'accordent aucune valeur à la vie humaine, surtout si elle concerne les musulmans.

Okay Pala

Représentant médiatique du Hizb ut Tahrir

Dans les Pays-Bas